

*Article 31 du Règlement***LES PRODUITS DANGEREUX****L'AJOUT DE SUBSTANCES DANGEREUSES AUX COMBUSTIBLES**

M. Girve Fretz (Érié): Monsieur le Président, les Canadiens ont été sidérés par l'article paru aujourd'hui dans le journal *The Globe and Mail* au sujet de la pratique dangereuse de gens et de sociétés sans scrupules qui n'hésitent pas à ajouter des déchets chimiques dangereux, notamment des BPC, à l'essence, au gazole et aux huiles de chauffage industrielles. Les combustibles en question sont ensuite vendus à prix réduit à des clients du sud de l'Ontario, du Québec et de l'ouest de l'État de New York. De nombreux Canadiens ignorent peut-être que lorsque les BPC sont brûlés complètement à des températures élevées, on obtient des furannes et des dioxines qui sont encore plus dangereux.

J'exhorte les ministères de l'Environnement, du Revenu national et du Solliciteur général à lancer une enquête sur les activités des trafiquants en question et à porter des accusations criminelles au besoin.

* * *

LA MAIN-D'OEUVRE**LE PROGRAMME NATIONAL D'APPRENTISSAGE**

M. Jim Jordan (Leeds—Grenville): Monsieur le Président, à l'automne de 1988, 14 p. 100 des fabricants canadiens interrogés par Statistique Canada ont déclaré que leur production était ralentie par un manque d'ouvriers qualifiés au Canada. En 1985, une enquête semblable effectuée par Statistique Canada là encore a montré que 2 p. 100 à peine des fabricants canadiens jugeaient que leur production était ralentie par un manque d'ouvriers qualifiés.

● (1410)

Alors que le nombre de vacances au Canada augmente, le taux de chômage demeure relativement élevé. Les exigences quant aux compétences et aux études postsecondaires ne cessent de croître pour la plupart des postes.

Étant donné cette situation, pourquoi le gouvernement n'annonce-t-il pas, de concert avec les provinces, un programme national d'apprentissage à la fine pointe du progrès? Le gouvernement ne croit-il pas que les gens sans emploi n'ont tout simplement pas les compétences nécessaires pour occuper beaucoup des 600 000 emplois vacants au Canada, selon les estimations, et pour lesquels ils pourraient être qualifiés, s'ils pouvaient compter sur un nouveau programme d'apprentissage massif?

LES FORÊTS**LE POTENTIEL DE L'INDUSTRIE ET DES RESSOURCES**

M. Dave Worthy (Cariboo—Chilcotin): Monsieur le Président, je tiens à signaler à la Chambre que nous célébrons cette semaine la Semaine nationale de la forêt.

Les forêts sont la plus grande de nos ressources naturelles et contribuent plus que toute autre à notre balance commerciale. D'un océan à l'autre, l'industrie forestière compte pour plus de 300 000 emplois directs et 600 000 emplois indirects. En fait, nos forêts constituent notre patrimoine naturel le plus important.

Hier, à Prince George, en Colombie-Britannique, il s'est passé quelque chose de fort intéressant. Le ministre d'État chargé des Forêts (M. Oberle) a inauguré «Les forêts du monde». C'est là un bon exemple des activités communautaires qui s'inspirent du thème de la Semaine nationale de la forêt: «Vos forêts et votre avenir».

* * *

LES SCIENCES ET LA RECHERCHE**LE FINANCEMENT—LES FRAIS DE DÉMÉNAGEMENT DE L'AGENCE SPATIALE**

M. Howard McCurdy (Windsor—Lac Sainte-Claire): Monsieur le Président, ce matin, Louis Siminovitch, l'un des plus éminents chercheurs du Canada dans le domaine médical, a de nouveau décrié l'exode des scientifiques canadiens vers les États-Unis faute de fonds accordés à la recherche.

Le gouvernement n'a pas tenu sa promesse d'accroître les dépenses au chapitre des sciences, prétextant qu'il devait procéder à des compressions budgétaires pour lutter contre le déficit.

Entre-temps, l'aménagement de l'agence spatiale à Saint-Hubert coûtera en frais d'établissement, de déménagement et d'exploitation des millions de dollars de plus par rapport à ce que nous aurions eu à payer même si l'agence avait été déménagée à Montréal. Pendant ce temps, un certain nombre de scientifiques réputés ont fait savoir qu'ils déménageraient, non pas à Saint-Hubert toutefois, mais plutôt aux États-Unis.

Quand la population s'apercevra qu'on n'a fait aucun cas des recommandations du comité Lortie qui avait proposé d'augmenter les subventions à la recherche fondamentale, qu'on a retranché 4 millions de dollars du programme de réduction des pluies acides, qu'on a déduit 24 millions de dollars des subventions à la recherche d'autres sources d'énergie, que moins de scientifiques seront formés à cause des compressions effectuées dans l'enseignement postsecondaire, elle en viendra à se demander si le gouvernement a bel et bien une politique en matière de recherches scientifiques. Il n'y a pas que la